

Table des matières

Quelques réflexions sur la responsabilité civile des dirigeants d'entreprise en cas de faillite 9

John DEHAENE

Introduction	9
Section 1. L'action en comblement de passif (art. XX.225 CDE)	10
§ 1. Le principe	10
§ 2. Champ d'application	10
§ 3. La notion de faute grave et caractérisée	11
§ 4. Le lien de causalité	13
§ 5. Exception pour les petites sociétés	14
§ 6. Titulaires de l'action	16
§ 7. L'indemnisation du dommage	17
§ 8. Limitation de la responsabilité du dirigeant ?	22
Section 2. La poursuite déraisonnable de l'activité (art. XX.227 CDE)	23
§ 1. Champ d'application	24
§ 2. Conditions de l'action	25
§ 3. Titulaires de l'action	26
§ 4. Le dommage	26
§ 5. Limitation de la responsabilité du dirigeant fautif ?	28
Conclusion	29

Le droit pénal : ami ou ennemi du curateur 31

Adrien MASSET

Introduction	31
Section 1. Le droit pénal, ami du curateur	34
§ 1. Le curateur, organe central de la faillite	34
§ 2. Le mémoire de faillite	35
§ 3. L'article 29 du Code d'instruction criminelle	36

§ 4. La constitution de partie civile de la part du curateur durant l'enquête – La déclaration de personne lésée	37
§ 5. La constitution de partie civile de la part du curateur devant le tribunal correctionnel	39
Section 2. Le droit pénal, ennemi du curateur	42
§ 1. L'infraction de l'article 489 ^{sexies} du Code pénal : malversation du curateur de faillite dans sa gestion	44
§ 2. L'infraction de l'article 240 du Code pénal : détournement par curateur	56
§ 3. L'infraction de corruption publique : les articles 246 à 252 du Code pénal	59
§ 4. L'infraction des articles 194, 195, 196, 197 et 210 ^{bis} du Code pénal : faux en écritures et usage de faux en écritures	61
§ 5. Les infractions fiscales et comptables	64
§ 6. L'infraction de prise illégale d'intérêt de l'article 245 du Code pénal	65
Conclusion : le droit pénal, ennemi du curateur	70

Abus de biens sociaux, la délicate question du préjudice significatif : pistes de réflexion 73

Nathan RADELET

Introduction – Généralités	73
Section 1. Quant à l'article 492 ^{bis} du Code pénal incriminant l'abus de biens sociaux	74
§ 1. Quant à l'élément matériel	75
§ 2. Quant à l'élément moral	76
Section 2. La problématique de l'usage significativement préjudiciable	77
§ 1. Exposé des difficultés rencontrées	77
§ 2. Tentatives d'objectivation	80
Section 3. Les normes internationales	85
§ 1. Notions	85
§ 2. Les anomalies significatives : normes internationales d'audit (ISA) 315	86

§ 3. Le seuil de signification (norme ISA 320)	87
§ 4. La norme ISA 240 : les obligations de l'auditeur en matière de fraude lors d'un audit d'états financiers	88
Conclusion	89
La responsabilité pénale de l'homme de paille : pas de quoi en faire tout un foin ?	91
<i>Pierre MONVILLE et Amaury VERHOUSTRAETEN</i>	
Introduction	91
Section 1. Définition	92
§ 1. L'homme ou la femme de paille	92
§ 2. Le dirigeant de fait	93
§ 3. Raison d'être et (il)licéité du recours à des hommes de paille	96
Section 2. Approche différenciée de la responsabilité pénale de l'homme de paille selon le type d'infraction concernée	98
§ 1. Présentation	98
§ 2. Le noyau dur : les infractions inhérentes à l'acte de nomination de l'homme de paille (faux en écritures et usage de faux)	99
§ 3. Le cercle fonctionnel : les infractions résultant de la violation d'obligations inhérentes à la fonction d'administrateur	105
§ 4. Le cercle périphérique : toutes les autres infractions commises par la société et le maître de l'affaire	108
Section 3. Aspects temporels de la responsabilité pénale de l'homme de paille	113
§ 1. À partir de quand la responsabilité pénale de l'homme de paille peut-elle être engagée ?	113
§ 2. Jusqu'à quand la responsabilité pénale de l'homme de paille peut-elle être engagée ?	115
Conclusion	117

Aperçu de jurisprudence de droit pénal social	121
<i>Isabelle ALGOET</i>	
Introduction	121
Section 1. Le référé pénal et les scellés judiciaires	121
§ 1. Nature de la mesure	121
§ 2. Autres conditions vérifiées	123
Section 2. Les règles de preuve	123
Section 3. Le défaut de DIMONA d'entrée	125
§ 1. Autonomie du droit pénal social	125
§ 2. La DIMONA... une question de <i>timing</i>	128
§ 3. La responsabilité finale de cette obligation incombe à l'employeur	129
§ 4. Autres arguments fréquemment invoqués par la défense	132
Section 4. L'occupation de main-d'œuvre étrangère	135
Section 5. L'obstacle à surveillance	137
§ 1. Le respect du droit au silence	137
§ 2. La portée de l'obstacle à surveillance	138
§ 3. L'élément moral	139
§ 4. Les éléments matériels	140
§ 5. Le coefficient multiplicateur de l'infraction d'obstacle	142
Section 6. Le harcèlement au travail	142
Section 7. Les accidents du travail	144
Section 8. Ces détails qui n'en sont pas	147
§ 1. Auditeur du travail <i>versus</i> procureur du Roi	147
§ 2. Auditeur du travail <i>versus</i> procureur du Roi... <i>bis</i>	148
§ 3. L'article 5 du Code pénal et la responsabilité pénale de la personne morale	149
§ 4. Le coefficient multiplicateur de l'amende	151
§ 5. Les décimes additionnels	151
§ 6. L'article 65, alinéa 2, du Code pénal	151
§ 7. La récidive	152
§ 8. Le délai raisonnable	152
§ 9. La confiscation de la caisse saisie	154
Conclusion	155